



DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE – DEPARTEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX DE PEINTURE,
DE REVÊTEMENTS DE SOLS ET DE REVÊTEMENTS MURAUX**

(24M025)

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1^{ER} - PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	3
1.1 Consistance des travaux	3
1.2 Contraintes inhÉrentes aux activitÉs de l'AssemblÉe nationale.....	4
1.2.1 <i>PÉriodes de surcroît d'activité</i>	5
1.2.2 <i>PÉriodes de travaux parlementaires</i>	5
1.3 Prestations incluses dans les prix unitaires	7
1.4 Mode de mesurage	8
1.5 Qualification des ouvriers	8
1.6 Réception des travaux	9
1.7 Documents à remettre par le titulaire	9
1.7.1 <i>Documents liés à la sécurité et à la protection de la santé (S.P.S.)</i>	9
1.7.2 <i>Visite et remise des devis dans le cadre du MS1</i>	9
1.7.3 <i>Remise d'échantillons</i>	10
1.7.4 <i>Dossier des ouvrages exécutés : D.O.E.</i>	10
1.8 Références normatives	10
1.8.1 <i>Peinture</i>	10
1.8.2 <i>Revêtements de sols</i>	11
1.8.3 <i>Revêtements muraux</i>	13
1.9 Fournitures et matériaux	13
 ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES	 14
2.1 Travaux de peinture	14
2.1.1 <i>Travaux préparatoires</i>	14
2.1.2 <i>Peintures intérieures</i>	18
2.1.3 <i>Peintures extérieures</i>	19
2.2 Travaux de RevÊtements de sols	19
2.2.1 <i>Déposes sans réemploi</i>	20
2.2.2 <i>Préparations</i>	20
2.2.3 <i>Peinture de sol</i>	20
2.2.4 <i>Revêtements de sols textiles</i>	21
2.2.5 <i>Revêtements de sol PVC</i>	22
2.2.6 <i>Revêtements de sol linoléum</i>	23
2.2.7 <i>Ouvrages accessoires</i>	23
2.3 Travaux de revÊtements muraux	23
2.4 Main d'œuvre pour ouvrages particuliers	24
2.4.1 <i>Maître ouvrier</i>	24
2.4.2 <i>Compagnon professionnel</i>	24
2.4.3 <i>Ouvrier professionnel</i>	24
2.4.4 <i>Ouvrier d'exécution</i>	25

ARTICLE 1^{ER} - PRESCRIPTIONS COMMUNES

Le présent document décrit les prescriptions techniques de l'accord-cadre à marchés subséquents et à bons de commande de travaux d'entretien courant de peinture, revêtements de sols et revêtements muraux de l'Assemblée nationale, ainsi que des marchés subséquents pris sur son fondement.

Les prestations recouvrent l'ensemble des sites occupés par l'Assemblée nationale, dans le 7^{ème} arrondissement de Paris, à savoir :

- À titre régulier :
 - Le Palais-Bourbon : 126 et 128 rue de l'Université,
 - Le 233 boulevard Saint-Germain,
 - L'ensemble immobilier « Jacques Chaban-Delmas » : 101-103 rue de l'Université et 32 rue Saint-Dominique,
 - Le site Olympe de Gouges (9 rue de Bourgogne) ;
- À titre ponctuel :
 - 3 rue Aristide-Briand et 110 rue de l'Université,
 - 95, rue de l'Université ;
 - 235 boulevard Saint-Germain,

et de manière exceptionnelle :

- au Château de Versailles : aile du Midi, 78000 Versailles,
- dans les locaux de stockage boulevard Ney, 75018 Paris.

L'adresse d'exécution des prestations est précisée sur chaque bon de commande émis par la Direction des Affaires immobilières et du patrimoine (DAIP) ou dans chaque marché subséquent conclu sur le fondement de l'accord-cadre.

La maîtrise d'œuvre pour les travaux réalisés dans le cadre du présent accord-cadre est assurée sous l'autorité de la Direction des Affaires immobilières et du Patrimoine de l'Assemblée nationale.

Les dispositions relatives à la teneur des travaux sont détaillées ci-après.

1.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent descriptif concerne la réalisation des travaux de peinture, revêtements muraux et sols.

Le titulaire doit en particulier (liste non exhaustive) :

- la reconnaissance des subjectiles,
- les travaux préparatoires,
- les travaux de déplombage,

- les travaux d'apprêt,
- la mise en peinture de plafonds, murs, sols, boiseries, surfaces métalliques en intérieur et en extérieur,
- la fourniture et pose de tous les revêtements de sols et muraux décrits dans le bordereau de prix unitaires,
- la fourniture et pose d'accessoires tels que décrits dans le bordereau de prix unitaires,
- les travaux de revêtements muraux,
- la protection des ouvrages finis jusqu'à la réception, leur enlèvement et le nettoyage des ouvrages pour la réception.

Le terme « le titulaire » désigne indistinctement l'ensemble des titulaires, titulaires d'un ou plusieurs marchés subséquents.

1.2 CONTRAINTES INHÉRENTES AUX ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'activité de l'Assemblée nationale se déroule tout au long de l'année et recouvre notamment :

- des séances publiques,
- des réunions de commissions,
- des réunions des groupes politiques,
- des réceptions,
- des expositions,
- des visites guidées,
- des événements particuliers (Fête de la musique, Journées Européennes du patrimoine, Congrès à Versailles...),
- des travaux divers.

L'Assemblée nationale siège non seulement les jours et les heures ouvrables mais également en séances de nuit et, parfois, le samedi et le dimanche.

Pendant les périodes où l'Assemblée est en session, les séances publiques dans l'Hémicycle sont systématiques les mardis (matin de 9 heures à 13 heures, après-midi de 15 heures à 20 heures et soir de 21 heures 30 à minuit), mercredis (après-midi de 15 heures à 20 heures et soir de 21 heures 30 à minuit) et jeudis (matin de 9 heures à 13 heures, après-midi de 15 heures à 20 heures et soir de 21 heures 30 à minuit).

En moyenne sur la période 2022-2024, des séances publiques ont également eu lieu deux lundis sur trois (uniquement l'après-midi à partir de 16 heures et le soir) et un vendredi sur deux (matin et après-midi et, parfois, soir).

Les travaux réalisés en application du présent accord-cadre sont exécutés tout au long de l'année. Ils sont réalisés en milieu occupé, et dans certains cas, à l'intérieur de sites de grande valeur historique et patrimoniale.

Le titulaire devra suivre le planning des séances annoncé sur les « feuilles vertes » mises à jour tous les mardis et diffusées sur le site de l'Assemblée nationale (<http://www.assemblee-nationale.fr/agendas/conference.pdf>), et utiliser pleinement les jours sans séance publique. **En tout état de cause, la libération des chantiers dans le périmètre sacré (espaces entourant l'hémicycle) ou à proximité doit intervenir au moins une heure avant la tenue de la séance publique.**

Le titulaire est susceptible de connaître de grandes fluctuations d'activité, les interventions ayant essentiellement lieu lors des périodes de suspension des travaux parlementaires.

1.2.1 Périodes de surcroît d'activité

Les périodes de suspension des travaux parlementaires sont mises à profit pour renforcer la réalisation de travaux lourds ou délicats dans des zones où ils sont inenvisageables en période d'activité parlementaire. **Elles sont qualifiées de « périodes de surcroît d'activité » et concentrent environ les deux tiers de son activité.** Elles ont généralement lieu chaque année aux périodes suivantes :

- entre le 15 juillet et le 15 septembre,
- pendant une durée de deux ou trois semaines, pendant les vacances de fin d'année,
- durant une semaine, pendant les vacances d'hiver,
- pendant une durée d'une ou deux semaines au cours des vacances de printemps ou pendant une durée de trois mois entre mars et mai les années d'élections législatives.

Ces périodes, ainsi que leur durée, sont néanmoins susceptibles de modifications en fonction du calendrier parlementaire, sans que les titulaires ne puissent se prévaloir d'un quelconque préjudice. Au cours de ces périodes, l'Assemblée nationale peut être convoquée en session extraordinaire. En tout état de cause, l'Assemblée nationale met tout en œuvre pour informer le plus rapidement possible les titulaires de toute modification de calendrier ayant un possible impact sur les prestations à réaliser.

Le titulaire devra donc s'adapter aux contraintes du calendrier de travail de l'Assemblée nationale.

Lors des périodes de surcroît d'activité, le titulaire du marché subséquent n°1 prévoit la présence **permanente** sur site d'un responsable ayant qualité de chef de chantier, assurant l'encadrement des chefs d'équipe, des ouvriers et des sous-traitants chargés de l'exécution des travaux.

1.2.2 Périodes de travaux parlementaires

1.2.2.1 Nuisances

Durant les périodes d'activité parlementaire, dans les zones dédiées spécifiquement au travail des parlementaires, sont notamment proscrites :

- les nuisances sonores et olfactives ;

- les prestations génératrices de poussière.

Ces périodes exigent des entreprises un effort particulier pour limiter tout type de nuisance dans ces zones.

1.2.2.2 Adaptation dans l'organisation des prestations des entreprises

Durant les périodes d'activité parlementaire, l'exécution de travaux dans les zones dédiées spécifiquement au travail des parlementaires requiert de multiples adaptations de la part des entreprises titulaires et de leurs sous-traitants dans l'organisation de leurs prestations.

Sans que cette liste ne soit exhaustive, les contraintes horaires qui s'imposent aux titulaires de l'accord-cadre sont les suivantes :

- dans les locaux à usage de bureaux ou zones proches de ces derniers, les prestations générant des nuisances, principalement sonores, sont généralement à organiser le matin avant neuf heures du matin (9h00) ou durant la pause déjeuner (de 12h00 à 13h30 en moyenne). Ces locaux sont principalement concentrés au Palais-Bourbon dans le bâtiment Colbert, dans l'ensemble immobilier De Broglie, dans les bâtiments donnant sur la cour d'Honneur et ponctuellement dans les immeubles sis au 95 rue de l'Université, 233 boulevard Saint-Germain, 33 rue Saint-Dominique et 3 rue Aristide Briand ;
- dans les locaux à usage d'hébergement ou locaux proches de ces derniers, les prestations générant des nuisances sont généralement non admises avant neuf heures du matin (9h00). Ces locaux se concentrent principalement dans l'ensemble immobilier Jacques Chaban-Delmas (101-103 rue de l'Université), au 32 rue Saint-Dominique et dans les bâtiments du Palais-Bourbon tels que le Petit Hôtel, l'Hôtel de Lassay et l'Hôtel de la Questure ;
- dans les locaux à usage de restauration ou de réception et zones proches de ces derniers, les prestations générant des nuisances ne sont pas admises lors des horaires nécessaires à la préparation et la tenue de ces réceptions qui peuvent être organisées à toute heure de la journée. Ces locaux sont situés dans les niveaux supérieurs de l'immeuble Jacques Chaban-Delmas, du rez-de-chaussée du 233 boulevard Saint-Germain et du 9 rue de Bourgogne, au Palais-Bourbon, à l'Hôtel de Lassay, à l'Hôtel de la Questure et au Petit Hôtel ;
- dans les zones dites sensibles (périmètre sacré, nodal et zone audiovisuelle du 1^{er} sous-sol Colbert, régie mutualisée au 101 rue de l'Université, salles de réunion et zones proches de ces dernières), ces prestations sont le plus souvent à programmer les lundis et vendredis, ainsi que les jours ouvrés précédant ou suivant un jour férié « pont », ou le matin avant huit heures et trente minutes (8h30) et le midi (de 12h00 à 13h30 en moyenne) lors des interruptions de séance.

À ces restrictions horaires s'ajoutent d'autres obligations imposant des adaptations et conduisant parfois à des interruptions dans le déroulement des travaux. Elles concernent principalement :

- l'interdiction de stationnement de véhicules dans la cour d'Honneur et les cours adjacentes les jours de séance ou de visites officielles ;
- des rangements, repliements et nettoyages des abords des chantiers ou des chantiers, susceptibles d'être réclamés pour répondre à des impératifs de passages, de visites ou pour tous autres motifs.

1.3 PRESTATIONS INCLUSES DANS LES PRIX UNITAIRES

Les travaux de peinture – revêtements de sol comprendront :

- ✓ Le déplacement et le coût de la main d'œuvre nécessaires à l'exécution des travaux en horaires normaux (entre 6 heures et 20 heures du lundi au vendredi)¹, étant entendu que, pour chaque intervention, l'équipe présente doit comprendre au minimum un ouvrier qualifié, autonome spécialisé dans le domaine considéré et qu'en période de surcroît d'activité (correspondant aux périodes de suspension des travaux parlementaires), les équipes et ouvriers chargés de l'exécution des travaux doivent être encadrés par un chef de chantier ;
- ✓ Le temps passé aux démarches et à l'attente pour l'établissement des badges, l'établissement des permis feu et poussière, le respect des instructions formulées par le personnel d'accueil et de sécurité de l'Assemblée nationale (service de l'administration générale et de la sécurité), l'interruption ou la limitation horaire pour la réalisation des travaux bruyants et la mise en place et le repliement de ses propres installations de chantier ;
- ✓ La mise en place des protections compatibles avec le travail à l'intérieur d'un établissement en exploitation entièrement dépendant du calendrier parlementaire y compris les équipements de protection des abords et des ouvrages existants ;
- ✓ Le transport, l'approvisionnement et l'amenée à pied d'œuvre des matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des ouvrages dans l'enceinte de l'Assemblée nationale et de ses annexes, y compris leurs repliements en fin de chantier ;
- ✓ La commande des ouvrages tels que validés par la maîtrise d'œuvre ;
- ✓ **Les échafaudages, tréteaux, sauterelles, platelages et autres moyens de rehausse des postes de travail éventuellement nécessaires pour la réalisation des travaux en hauteur ;**
- ✓ La protection des ouvrages par tous moyens adaptés à leur nature, et en particulier une protection totalement efficace des portes, garde-corps et grilles de ventilation ;
- ✓ Le maintien journalier en bon état de propreté des chantiers et de leurs abords, ainsi que le nettoyage de toutes les projections sur les parois, plafonds, sols, huisseries, menuiseries extérieures et de tous déchets et gravois résultant des travaux, leur

¹ Les prestations réalisées en dehors de ces horaires feront l'objet d'une majoration décrite dans l'article 2.4 du présent CCTP.

manutention, mise en benne et enlèvement en décharge, compris tri et frais de décharge ;

- ✓ Les essais d'étanchéité à l'eau et à l'air demandés par le maître d'œuvre, quels que soient les résultats ;
- ✓ La réfection éventuelle de tous les ouvrages détériorés avant la date de la réception, compris toutes détériorations de vitrerie ;
- ✓ La gestion et l'entretien de deux caves de stockage et d'un bureau d'une surface d'environ 15 m² chacun mis à disposition du titulaire du MS 1 par l'Assemblée nationale au sous-sol du Palais-Bourbon.

Les titulaires ont l'obligation de signaler au maître d'œuvre, à réception de l'ordre de service valant bon de commande ou de la lettre de consultation et avant tout commencement des travaux, leurs éventuelles réserves relatives aux manques de compatibilité, aux insuffisances ou aux omissions qui pourraient apparaître dans les travaux prescrits.

1.4 MODE DE MESURAGE

Le mode de mesurage retenu est celui des **quantités réellement exécutées**. Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes sujétions de chutes, pertes et surplus.

Exemple : remplacement de la moquette dans un bureau de surface 15m² : chiffrage de 15m² de dépose et de 15m² de ragréage, fourniture et pose de moquette.

Les réservations et autres éléments intégrés dans les sols et cloisons d'une surface inférieure à 0,50 m² ne sont pas déduits des surfaces.

Les ouvrages d'une surface inférieure à 0,50 m² seront comptabilisés pour 0,50 m². Seuls les vitrages (articles 2.2.7.5.1.1, 2.2.7.5.2.1, et 2.2.7.5.3.1) d'une surface inférieure à 0,50m² seront valorisés à l'unité.

Les ouvrages linéiques d'une largeur inférieure à 0,50 m seront chiffrés au mètre linéaire.

Précisions concernant le mode de chiffrage pour la préparation et la mise en peinture de radiateurs métalliques : la surface calculée correspondra à deux fois la surface du radiateur (en élévation) que multiplie le nombre de modules de chauffe.

1.5 QUALIFICATION DES OUVRIERS

Les ouvriers susceptibles d'intervenir dans des locaux électriques devront être dûment habilités.

Il en est de même pour les ouvriers amenés à travailler en extérieur (exemple : peinture de lucarnes) : ils seront habilités au port du harnais.

Les ouvriers amenés à utiliser une nacelle seront détenteurs d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

1.6 RECEPTION DES TRAVAUX

Elle sera effectuée après l'achèvement des travaux de peinture et de revêtement de sols, et séchage parfait.

L'état de finition des surfaces réceptionnées sera conforme à celui prescrit par le/les DTU applicables et à l'aspect présenté par les surfaces de référence exécutées.

De faibles écarts de couleur et de brillant sont acceptables et usuels dans les travaux de bâtiment.

En cas de désaccord sur la conformité des ouvrages, il sera procédé à la vérification des caractéristiques visées à l'article 7 du DTU 59.1.

En cas de non-conformité, le titulaire devra procéder à ses frais aux réfections nécessaires.

1.7 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE

1.7.1 Documents liés à la sécurité et à la protection de la santé (S.P.S.)

Dès la notification de chaque marché subséquent avant le commencement des travaux, les entreprises titulaires du présent accord-cadre et leurs éventuels sous-traitants sont tenus de réaliser avec le coordonnateur SPS de l'Assemblée nationale :

- ✓ 1°- Une inspection commune de tous les sites de l'Assemblée nationale,
- ✓ 2°- Un plan de prévention écrit, si le nombre total d'heures de travail prévu pour réaliser les travaux est au moins de 400 heures sur 12 mois ou bien si les travaux figurent sur la liste des travaux dangereux fixée par l'arrêté du 19 mars 1993 (Articles R. 4512-6 et R. 4512-7 du code du travail),
- ✓ Un plan particulier en matière de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) **valant pour la durée du marché, étant entendu que le coordonnateur SPS sera susceptible de demander des additifs inhérents à des opérations dont les risques encourus sont spécifiques. Ce document sera soumis en 2 exemplaires à l'accord préalable du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS au plus tard 8 jours calendaires avant le démarrage des premiers travaux.**

1.7.2 Visite et remise des devis dans le cadre du MS1

Pour chaque demande d'intervention, l'entreprise titulaire recevra un courriel précisant la nature et le lieu des travaux, ainsi que le calendrier prévisionnel.

Elle aura alors un **délai maximal** de deux (2) **jours** ouvrés pour visiter les lieux où se déroulera son intervention et pour effectuer tous les métrés nécessaires à l'établissement de son offre.

A compter de cette visite, le titulaire remet son devis dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrés, pour établir son offre récapitulant les quantités métrées et en leur appliquant les prix figurant au bordereau de prix unitaires.

Si l'offre est acceptée, l'Assemblée nationale notifie au titulaire le bon de commande en lui adressant un ordre de service.

En cas de désaccord sur la définition des prestations ou leurs modalités d'exécution, l'Assemblée nationale peut demander au titulaire d'établir une nouvelle offre qui doit être remise à l'Assemblée nationale dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrés.

Si l'offre modifiée est acceptée par l'Assemblée nationale, le marché subséquent est notifié au titulaire selon les modalités précitées.

1.7.3 Remise d'échantillons

Les titulaires **remettent dans un délai de trois (3) jours ouvrés les échantillons** à compter de la demande de la maîtrise d'œuvre ou de la maîtrise d'ouvrage.

1.7.4 Dossier des ouvrages exécutés : D.O.E.

Au plus tard 1 mois après les opérations préalables à la réception, l'entreprise remettra à la maîtrise d'œuvre les exemplaires du dossier des plans conformes à l'exécution en deux exemplaires papier et sur support dématérialisé.

Ce dossier comprendra notamment :

- la documentation technique des matériaux posés rédigée en langue française,
- les procès-verbaux de réaction au feu des matériaux.

1.8 REFERENCES NORMATIVES

1.8.1 Peinture

Sont applicables aux travaux de peinture ainsi qu'à la fourniture des produits s'y rapportant les documents techniques unifiés (DTU) suivants :

- DTU 59.1 : Peinture – Travaux de peinture des bâtiments
- DTU 59.3 : Travaux de bâtiments – Peinture de sols

Ces DTU se réfèrent notamment aux normes suivantes (ou équivalentes), qui sont par conséquent applicables :

- Pour le DTU 59.1 : NF P74-201-1
- Pour le DTU 59.3 : NF P74-203-1 / NF P74-203-2

S'agissant des produits mis en œuvre, sont notamment applicables les classifications, guides d'utilisation et normes suivantes (ou équivalentes) :

- NF T36-005 : peintures et vernis – caractérisation des produits de peinture (Indice de classement : T36-005)
- FD T30-805 : Peintures – Guide relatif aux produits de peinture utilisés dans les travaux de peinturage du bâtiment (Indice de classement : T30-805)
- NF EN 927-1 : Peinture et vernis – produits de peinture et systèmes de peinture pour le bois en extérieur – Partie 1 : classification et sélection (indice de classement : T34-201-1)
- FD T30-808 : Peintures et vernis pour le bâtiment – Guide relatif aux produits et systèmes de revêtement pour façades – Revêtements minéraux, revêtement organiques (indice de classement : T30-808)

- NF T30-608 : Peintures et vernis – Enduits de peinture pour travaux intérieurs et/ou extérieurs – Spécifications (Indice de classement : T30-608)

1.8.2 Revêtements de sols

Sont applicables aux travaux de revêtements de sols ainsi qu'à la fourniture des produits s'y rapportant les documents techniques unifiés (DTU) suivants :

- DTU 53.1. : Revêtements de sols textiles
- DTU 53.2. : Revêtements de sols plastiques collés

Ces DTU se réfèrent notamment aux normes suivantes (ou équivalentes), qui sont par conséquent applicables :

- Pour le DTU 53.1 : NF P62-202-1
- Pour le DTU 53.2 : NF P62-203-1 / NF P62-203-2

S'agissant des produits/fournitures mis en œuvre, sont notamment applicables les classifications, guides d'utilisation et normes suivantes (ou équivalentes) :

- NF EN 1307+A3 : revêtements de sols textiles – classement d'usage des moquettes (indice de classement : G35-041)
- NF G35-002 : revêtements de sols textiles – Moquettes unies en laine cardée ou en mélange de laine cardée 80% polyamide 20% (indice de classement : G35-002)
- NF G35-001 : revêtements de sols textiles – Moquettes unies en laine semi-peignée ou en mélange de laine semi-peignée 80% polyamide 20% (Indice de classement : G35-001)
- NF EN 1470 : revêtements de sols textiles – classement des revêtements de sols aiguilletés à l'exception des moquettes aiguilletées (Indice de classement : G35-043)
- GS 12 : revêtements de sol – Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (e-Cahiers du CSTB, cahier 35209, novembre 2004)
- NF EN 12466 : Revêtements de sol résilients - Vocabulaire (Indice de classement : P62-000)
- NF P62-001 : Revêtements de sol résilients - Comportement électrostatique - Classification (Indice de classement : P62-001)
- NF EN ISO 10874 : Revêtements de sol résilients textiles et stratifiés - Classification (Indice de classement : P62-133)
- NF EN 1816 : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse avec envers en mousse (Indice de classement : P62-200)
- NF EN 1817 : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse (Indice de classement : P62-201)

- NF EN 12199 : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc à relief (Indice de classement : P62-204)
- NF EN ISO 10581 : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol homogènes en polychlorure de vinyle – Spécifications (Indice de classement : P62-313)
- NF EN ISO 10582 : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol hétérogènes en polychlorure de vinyle – Spécifications (Indice de classement : P62-312)
- NF EN 650 : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support de jute ou de polyester ou sur support de polyester avec envers en polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-301)
- NF EN 651 : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur mousse - Spécifications + Amendement A1 (Indice de classement : P62-302)
- NF EN 652 : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle avec support à base de liège - Spécifications (Indice de classement : P62-303)
- NF EN ISO 26986 : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle expansé - Spécifications (Indice de classement : P62-304)
- NF EN ISO 10595 : Revêtements de sol résilients - Carreaux semi-flexibles/vinyle (VCT) en polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-305)
- NF EN 13413 : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur semelle en fibre minérale - Spécifications (Indice de classement : P62-306)
- NF EN 655 : Revêtements de sol résilients - Dalles d'aggloméré de liège avec couche d'usure à base de polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-400)
- NF EN 12104 : Revêtements de sol résilients - Dalles en aggloméré de liège - Spécifications (Indice de classement : P62-403)
- NF EN 686 : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur sous-couche de mousse (Indice de classement : P62-501)
- NF EN 687 : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur support en composition de liège (Indice de classement : P62-502)
- NF EN 688 : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum sur liège (Indice de classement : P62-503)
- NF EN ISO 24011 : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif (Indice de classement : P62-504)

1.8.3 Revêtements muraux

- NF EN 234 (ou équivalente) : Revêtements muraux en rouleaux - Spécification pour revêtements muraux pour décoration ultérieure (Indice de classement : D63-003)
- NF EN 266 (ou équivalente) : Revêtements muraux en rouleaux - Spécifications pour revêtement muraux textiles (Indice de classement : D63-004).

1.9 FOURNITURES ET MATERIAUX

Les fournitures et matériaux entrant dans les travaux du présent accord-cadre devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes :

- les produits devront être livrés sur le chantier dans les emballages d'origine, et ils devront répondre aux contextures et qualités garanties par le fabricant, ainsi qu'aux emplois auxquels ils sont destinés ;
- la mise en œuvre de produits et fournitures autres que ceux prévus dans l'offre des titulaires et/ou en remplacement de ceux-ci, ainsi que de tout produit d'accompagnement (notamment pour le lessivage) est soumise à l'accord écrit préalable du maître d'œuvre ;
- les peintures sélectionnées par les titulaires devront respecter le niveau A+ de l'étiquette santé (sauf articles 2.2.3.2 , 2.2.3.7 et 2.2.3.8 du BPU) et de préférence, détenir un label écologique tel que l'écolabel européen ou le label NF environnement (ou autre label environnemental reconnu) ;
- avant le commencement des travaux, les titulaires remettent en tout état de cause au maître d'œuvre une liste récapitulative des produits qu'ils envisagent d'utiliser sur le chantier.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser tout produit ou toute fourniture qui ne correspondrait pas aux prescriptions du présent CCTP et du BPU.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

2.1 TRAVAUX DE PEINTURE

2.1.1 Travaux préparatoires

2.1.1.1 Protections

Au titre de cet article, le titulaire devra une protection étanche en polyane déployé sur sols, murs, mobiliers et éléments de décors fixes à protéger, compris ligatures, ruban adhésif ou calfeutrements de toutes natures pour éviter l'introduction des poussières. La prestation comprendra une remise en place journalière pour assurer une parfaite protection et une dépose en fin d'intervention. Il sera amené à compléter cette protection par des panneaux de fibres dures de bois transformées sous haute pression de type isorel, d'épaisseur 2,5 à 5 mm.

Avant intervention du titulaire, les rideaux, voilages et tringles seront déposés par les services de l'Assemblée nationale. Ils seront entreposés pendant la durée des prestations et reposés en fin d'exécution.

Le titulaire devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection de tous les ouvrages et de toutes les zones de circulation qui pourraient être tachés ou attaqués par les peintures ou autres produits employés.

Il devra, le cas échéant, après exécution de ses travaux, enlever toutes les tâches ou traces de peinture sur tous les ouvrages imparfaitement protégés. Ces nettoyages ne devront en aucun cas détériorer les ouvrages, notamment les vitres qui ne devront pas être rayées.

Tous les articles de ferrage et quincaillerie mobiles devront être nettoyés et grattés dès finition des peintures, afin d'assurer leur fonctionnement normal.

2.1.1.2 Préparations sur supports neufs

2.1.1.3 Préparations sur supports anciens

(Prescriptions communes aux articles 2.1.1.2 et 2.1.1.3)

Avant toute préparation, le titulaire procèdera à la réception des supports sur lesquels il doit intervenir, lorsque ceux-ci ont été préalablement pris en charge par un autre corps d'état. Lors de cette réception, il vérifiera que les supports répondent bien aux exigences des DTU, règles professionnelles et autres.

Cette réception sera faite en présence du maître d'œuvre, de l'entreprise ayant réalisé les supports et du titulaire.

En cas de supports ou parties de supports non conformes, le titulaire fera par écrit au maître d'œuvre ses réserves et observations avec justifications à l'appui. Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toute décision utile en vue de l'obtention de supports conformes. Le maître d'œuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par l'entrepreneur ayant exécuté les supports, soit par le titulaire du présent accord-cadre, les frais en étant toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

Préparation des supports

Le choix du type de produit à employer pour l'enduit de lissage sera du ressort de l'entrepreneur. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement et des éventuelles conditions particulières du chantier. Cet enduit de lissage sera réalisé dans les conditions précisées dans le DTU 59.1.

L'entrepreneur devra toujours mettre en œuvre la quantité d'enduit de lissage nécessaire pour satisfaire aux tolérances de planéité exigées, en partant du support qu'il aura accepté.

Le titulaire est réputé responsable du choix des produits qu'il met en œuvre, notamment :

- les produits pour impressions et couches primaires, à déterminer en fonction de la nature et de l'état des subjectiles d'une part, et de la nature du type des produits de finition, d'autre part ;
- les produits pour rebouchages et enduits, qui doivent être compatibles avec les couches d'impression ou couches primaires ainsi qu'avec les produits de finition pour les enduits, et qui doivent être adaptés au type de finition lisse ou structurée.

Les travaux ne devront être exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs.

Avant application de toute couche, le subjectile devra être débarrassé des souillures, poussières, projection de plâtre ou mortier, taches de graisse, etc.

Pour tous les subjectiles ayant reçu une couche primaire par les soins du fournisseur, le titulaire devra procéder à une révision soignée de cette couche d'impression et il aura à sa charge l'exécution de tous les petits raccords nécessaires sur cette couche primaire.

Les travaux préparatoires tels que grattage, brossage, époussetage, lavage, etc. devront impérativement être réalisés par une main-d'œuvre qualifiée pour ce type de travaux.

Le maître d'œuvre refusera systématiquement toutes les peintures pour lesquelles les travaux préparatoires auront été mal exécutés.

Couches d'impression ou couches primaires :

Le titulaire devra avant tout début de travaux, pour chaque type d'impression ou de couche primaire à réaliser sur les différents subjectiles, présenter au maître d'œuvre les différents produits qu'il envisage d'utiliser, avec toutes justifications à l'appui, notamment :

- adaptation du produit au subjectile et à son état ;
- compatibilité du produit avec le subjectile ;

- compatibilité du produit avec les produits d'enduits et de peinture ;
- acceptation du produit par le fabricant du système de peinture prévu sur cette impression ou couche primaire.

Les couches d'impression devront être ajustées aux subjectiles en raison des différences d'absorption de ces derniers.

Rebouchages – Enduits :

Le choix des produits pour rebouchages, ratissages et enduits sera du ressort et de la responsabilité du titulaire, en fonction de différents critères, dont notamment :

- nature et état du subjectile ;
- type de produit employé pour l'impression ou la couche primaire ;
- ambiance du local sèche ou humide, ou travaux extérieurs ;
- compatibilité avec le système de peinture prévu ;
- adaptation au type de finition prévu.

Pour le traitement des carreaux de plâtre, un enduisage des joints est insuffisant pour obtenir une finition peinture correcte.

Le titulaire devra réaliser, indépendamment des joints, un ratissage sur la totalité de la surface.

Ponçages :

Les ponçages devront être très soigneusement réalisés, et plus particulièrement sur les subjectiles en contre-plaqué et autres panneaux dérivés du bois.

Le titulaire devra, le cas échéant, réaliser les ponçages en une ou plusieurs fois, en fonction du type de finition exigé.

2.1.1.4 Déplombage

Le titulaire devra prendre connaissance des conclusions et recommandations des diagnostics établis en amont, en respecter toutes les préconisations et inclure dans ses prix, toutes les prestations qu'il jugera nécessaires pour arriver à un résultat conforme, même si ces dernières ne sont pas décrites explicitement dans le CCTP.

Le titulaire consignera dans un document préalable, les modes opératoires de retrait du plomb choisis et les motivations de ces choix en fonction des caractéristiques du site et des matériaux. En vue d'effectuer une comparaison avec le test d'empoussièrement surfacique final, un test initial de même nature sera effectué avant le début des travaux.

Le titulaire effectuera tous les tests d'empoussièrement surfacique nécessaires, pendant et après les travaux, afin de démontrer les résultats du déplombage.

Les zones d'intervention seront confinées pour protéger les occupants du site des poussières de plomb. Dans tous les cas, les locaux concernés par les travaux seront vidés de toute activité.

Avant les travaux, le titulaire est libre de procéder aux investigations qu'il jugera utiles de mener afin de lever ses doutes sur la présence de produits et/ou ouvrages à risque. Le titulaire devra réaliser l'ensemble des travaux dans le respect des recommandations du Maître d'œuvre, du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS.

Toutes les sujétions d'équipements de protection individuelle spécifiques, de préparation de chantier, d'installations de chantier complémentaires, d'exécution proprement dite des travaux, de retrait et évacuation des déchets contaminés (notamment les boues de gel décapant issus du déplombage chimique), *etc.* seront considérées incluses dans les prix unitaires des articles 2.1.1.4.3 , 2.1.1.4.4, et 2.1.1.4.5.

Au titre de l'article 2.1.1.4.2 , le titulaire doit la fourniture, la pose, l'entretien et le repli d'une base vie spécifique pour les travaux à exécuter en milieu plombé comprenant :

- un vestiaire propre intégrant des placards de rangements numérotés et cabine d'intimité en nombre suffisant selon l'effectif déployé ;
- un SAS de décontamination équipé d'une douche d'hygiène, une cabine de déshabillage et une cabine de douche de décontamination ;
- un vestiaire sale muni de placards de rangement, zone de nettoyage et bac de rangement numérotés pour les EPI en nombre suffisant selon l'effectif déployé.

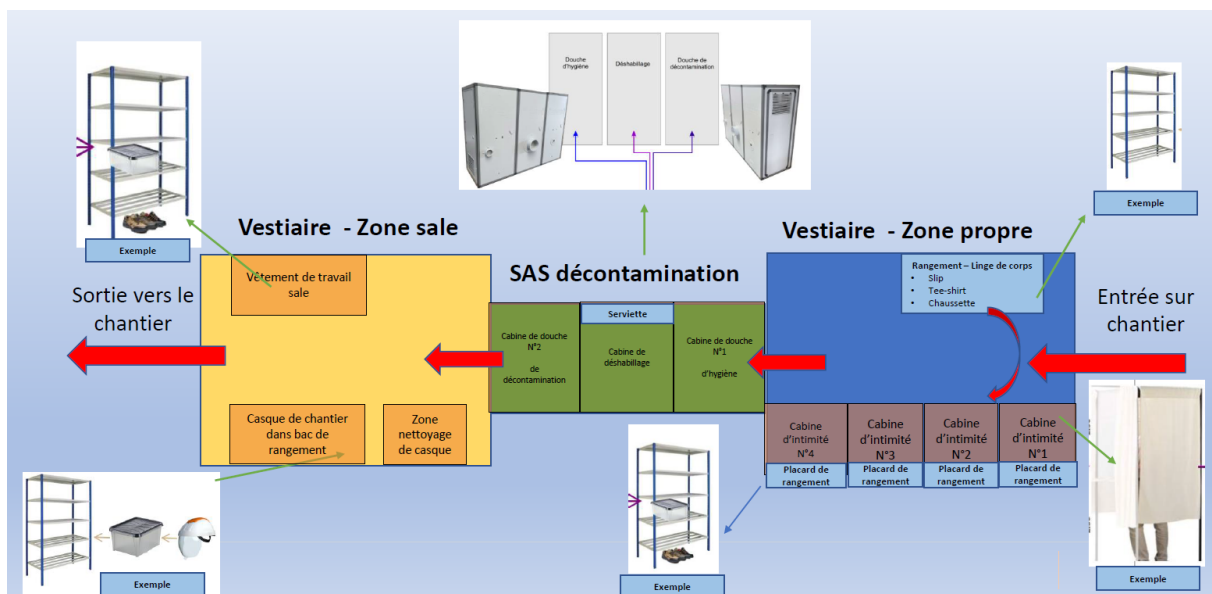


Figure 1 - Exemple de base vie plomb

Les points d'eau et alimentation électrique sont mis à disposition par les services de l'Assemblée nationale. Les raccordements sont à la charge du titulaire.

Sont compris dans le prix unitaire l'entretien, nettoyage et vérification de l'étanchéité de la base vie effectués par le titulaire de façon quotidienne ainsi que la fourniture des consommables et d'éventuels chauffages d'appoint. Des contrôles type 'tests lingettes' sont effectués dans la zone propre au moins une fois par semaine.

Nota : Le confinement des zones plombées à déplomber sont à chiffrer aux articles 2.1.1.4.3, 2.1.1.4.4 et 2.1.1.4.5 du BPU.

2.1.2 Peintures intérieures

Caractéristiques des produits :

Le titulaire est réputé responsable du choix des produits qu'il met en œuvre, notamment les produits pour couches intermédiaires et de finition, qui doivent être compatibles avec les produits des couches préparatoires et apprêts et être de type voulu pour permettre d'obtenir l'aspect de finition demandé.

Les peintures sélectionnées par le titulaire devront répondre au minimum aux mêmes caractéristiques techniques et environnementales que celles des produits suggérés dans le bordereau de prix unitaire, à savoir :

- label écologique : label européen **Ecolabel** (sauf pour la peinture sur support bois et métal), **classe A+**
- teneur en COV pour la peinture sur surfaces courantes (béton, plâtre, maçonnerie): **1g/L maximum pour la teinte blanche, 5g/L maximum pour les autres teintes**
- temps de séchage : **recouvrable au bout d'une heure** pour la peinture sur surfaces courantes, **sec en 4h** (et 6H pour les peinture sur support bois)
- rendement à la surface : **entre 9 et 12L/m²** (sauf pour la peinture sur support métal : 12 à 17m²/L).

Tous les produits à utiliser devront être adaptés aux conditions rencontrées, en fonction de l'exposition des surfaces extérieures et intérieures, exposition dans une atmosphère agressive, etc.

Le choix des teintes appartient au maître d'œuvre.

Aucun supplément de prix ne pourra être demandé pour l'emploi de telle ou telle autre teinte, ni pour l'exécution de plusieurs teintes sur les parois d'un même local, rechampissage ou autres.

Surfaces « témoins » :

Le nombre des éprouvettes d'échantillons de couleurs à réaliser par le titulaire est défini par le maître d'œuvre.

En tout état de cause, le titulaire doit présenter des échantillons jusqu'à obtention exacte des couleurs demandées (dérogation au DTU 59.1 – article 6.3.2).

Les surfaces « témoins » dont le nombre et la superficie seront déterminées par le maître d'œuvre devront obligatoirement être traitées avec les produits et les procédés prescrits.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander au fournisseur du ou des produits concernés de suivre la réalisation de ces surfaces « témoins ».

Couches de peinture :

Les tons des différentes couches de peinture seront légèrement différents, sauf impossibilité technique, les tons étant pris à partir du subjectile du plus foncé au plus clair. La peinture de chaque couche devra être correctement croisée, sauf pour certaines peintures.

Avant application d'une nouvelle couche, toute révision sera faite, les gouttes et coulures grattées, toute irrégularité effacée.

Une nouvelle couche ne pourra être appliquée qu'après séchage complet de la couche précédente.

Peinture de finition :

Le titulaire doit veiller au bon état de l'outillage que sa main d'œuvre utilise et faire contrôler, le cas échéant, par un responsable de chantier les opérations de ponçage des enduits et de lissage des peintures de finition.

Après achèvement et séchage de la couche de finition :

- le subjectile devra être totalement marqué ;
- les arêtes et moulures devront être dégagées ;
- le ton définitif devra être tout à fait régulier et conforme au ton de l'échantillon accepté par le maître d'œuvre ;
- les reprises ne devront pas être visibles ;
- l'application ne devra donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures.

2.1.3 Peintures extérieures

L'entreprise répondra aux mêmes exigences que celles décrites à l'article 2.1.2 du présent document, et se conformera aux prescriptions d'application des peintures recommandées (en particulier pour ce qui concerne la peinture aux huiles naturelles).

2.2 TRAVAUX DE REVÊTEMENTS DE SOLS

Caractéristiques des revêtements de sol :

Les revêtements sélectionnés par le titulaire devront répondre à minima aux mêmes caractéristiques techniques et environnementales que celles des produits suggérés dans le bordereau de prix unitaire, à savoir :

- label écologique,
- recyclabilité des matériaux,
- classement UPEC,
- composition,
- densité, épaisseur,

- réduction aux bruits de choc,
- tenue au feu.

Règles générales d'emploi des produits

Les revêtements de sol finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers, l'ensemble conforme aux prescriptions du présent CCTP.

En ce qui concerne la planéité, les tolérances admises sont celles précisées à l'article 6.7 du DTU 53.2, pour tous les types de revêtements plastiques et textiles.

Pour les revêtements de sol en dalles, la tolérance d'alignement admise est la suivante : une règle de 2 mètres posée à plat ne devra pas faire apparaître de différence dans l'alignement des joints supérieurs à 1 millimètre.

Toutes les parties de revêtements de sol accusant des défauts tels que décollements, boursouflures, bosses ou flaches supérieurs aux tolérances admises, alignements de joints incorrects, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc. seront refusées, déposées et refaites par le titulaire à ses frais.

2.2.1 Déposes sans réemploi

Les déposes sans réemploi de revêtements de sol comprendront la dépose des barres de seuil, butées et tous autres accessoires fixés sur les revêtements.

2.2.2 Préparations

Enduits de lissage :

Les produits pour enduits de lissage devront être de type adapté à la nature et à l'état du support d'une part, et à la nature et au type de revêtement de sol, d'autre part. Ces produits seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur chantier ne seront pas admis.

Les produits pour enduits de lissage devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique² précisant leur classement P3, classement au moins égal au classement UPEC du local à revêtir.

Les produits pour enduits de lissage de classement P4 devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique³ précisant leur aptitude à recevoir une peinture de sol époxydique. Le grenailage éventuel de la surface pour remise à vif du support et les ragréages P4 éventuelles font parties intégrantes de la prestation.

2.2.3 Peinture de sol

Conformément au D.T.U. 59.3 et aux règles de l'art, le titulaire vérifiera la cohésion du support, l'absence d'humidité et de remontées capillaires, la porosité du support. La

² (ATec) ou Document Technique d'Application (DTA)

³ (ATec) ou Document Technique d'Application (DTA)

prestation comprendra un égrenage, un brossage, un époussetage des fonds, l'élimination de toutes taches de graisse, l'application du primaire d'accrochage et deux couches de peinture sur l'ensemble de la surface.

Les peintures sélectionnées par le titulaire devront répondre au minimum aux mêmes caractéristiques techniques et environnementales que celles des produits suggérés dans le bordereau de prix unitaire et notamment au label écologique classe A+ (à l'exception des peintures à base de résine et époxy).

2.2.4 Revêtements de sols textiles

Matériaux :

Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le maître d'œuvre. Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton, si minime soit-elle, ne sera tolérée.

Pour les matériaux en dalles, les dimensions nominales et les tolérances de calibrage seront celles définies par les normes en vigueur. À défaut, l'appréciation en reviendra au maître d'œuvre.

Les quantités indiquées dans le devis ou l'offre devront correspondre aux surfaces métrées sur place ou sur plan : la surface de chute sera réputée incluse dans les prix unitaires.

Les revêtements de sol et de marches en textiles posés par collage en plein ou par tension, seront mis en œuvre dans les conditions précisées au chapitre 6 du DTU 53.1.

Les revêtements de sol en dalles plombantes textiles seront mis en œuvre en pose libre ou après application d'un produit de préparation dans le cas où cette opération est nécessaire. Les dalles seront dites « piégées » par emploi d'un produit de préparation antiglisse, restant souple et permettant de les décoller facilement.

Les revêtements de sol textiles en pose tendue seront toujours mis en œuvre sur une thibaude de textile ou mousse, selon le cas.

Adhésifs :

Les adhésifs à utiliser devront répondre à la norme NF T 76-011 ou équivalente.

Ils seront choisis obligatoirement pour chaque type de revêtement de sol, dans la liste de ceux préconisés par le fabricant du revêtement de sol. Ils devront être compatibles avec la nature et le type d'enduit de lissage appliqué.

Réaction au feu des matériaux :

Les revêtements de sol mis en œuvre seront classés M3 ou supérieur, M0 dans les escaliers.

Mise en œuvre des revêtements de sols :

Revêtements de sol en dalles

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes de dalles. Les coupes inévitables devront toujours se faire en rives de revêtements.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local.

Dans le cas où il est prévu un calepinage par le maître d'œuvre, la pose devra toujours le respecter scrupuleusement.

Prescriptions diverses

À toutes les jonctions de sols minces de natures différentes, le titulaire posera un couvre-joint dans les conditions précisées ci-avant. Les jonctions de sols minces de même nature, de même teinte ou non, ne recevront pas de couvre-joint et, de ce fait, l'ajustage du joint devra être soigneusement réalisé. Ce joint devra être disposé dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Dans le cas où des revêtements de sols collés seront à poser au droit des joints de dilatation, le titulaire devra les respecter lors de l'exécution des revêtements. Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage.

Pour des raisons de sécurité, il est rappelé l'obligation dans les établissements recevant du public (ERP) de mise en place de nez de marches sur les escaliers.

2.2.5 Revêtements de sol PVC

Les revêtements de sol et de marches d'escaliers en plastique, ainsi que les rives et seuils, seront mis en œuvre dans les conditions précisées au chapitre 6 du DTU 53.2.

Les revêtements en dalles plombantes en plastique seront, pour bénéficier pleinement de l'avantage d'amovibilité, liés au support par des produits à base de résine synthétique en dispersion permettant à la fois un non-glissement des dalles et une dépose très aisée.

Les autres revêtements de sol seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que, par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints. En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'Avis Technique ou, à défaut suivant celles du fabricant.

Dans certains cas, en fonction de la nature du support, sera appliqué un primaire avant collage du revêtement.

Couvre-joints de seuils et autres :

Les couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes seront très soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l' huisserie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés dans l'axe de l'épaisseur de la porte. Ceux en métal seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Calfatage après pose des revêtements :

Les calfatages seront à réaliser en rives, au droit des découpes au pied des huisseries, au passage des fourreaux et tuyauteries, au droit des seuils et autres points particuliers, le cas échéant, et devront être soigneusement réalisés.

Ces calfatages seront réalisés en mastic élastomère, compatible avec la nature du matériau de revêtement de sol.

Le mastic devra être de même ton que le revêtement de sol.

Nettoyage et protection des revêtements finis :

Immédiatement après pose, les revêtements de sol seront soigneusement nettoyés à l'aide de produits adéquats par le titulaire, qui devra en assurer la protection jusqu'à sa réception ou s'assurer que le local peut être fermé à clé.

2.2.6 Revêtements de sol linoléum

Le revêtement linoléum sera fabriqué à partir de produits naturels. Pose collée par colle agréée type latex résine synthétique. Joints soudés à chaud par cordon spécial de la même couleur que le revêtement. Mise en œuvre suivant choix de calepinage de la maîtrise d'œuvre.

2.2.7 Ouvrages accessoires

Les barres de seuils à chiffrer seront en laiton ou plastique en recouvrement des sols minces au droit des portes et des joints des revêtements de nature différente. Fixation par vis laiton non saillantes de la surface de barre. Dans le cas de barres de seuil plastiques, la teinte sera au choix de la maîtrise d'œuvre, la pose sera collée.

Le remplacement de vitrages, lorsqu'ils sont mastiqués, comprend le démastiquage et le remasticage de leur périphérie.

2.3 TRAVAUX DE REVÊTEMENTS MURAUX

Caractéristiques des revêtements muraux :

Les revêtements sélectionnés par le titulaire devront répondre a minima aux mêmes caractéristiques techniques et environnementales que celles des produits suggérés dans le bordereau de prix unitaire, à savoir :

- recyclabilité des matériaux,
- composition,
- coefficient d'absorption acoustique,
- tenue au feu.

Peinture sur toile de verre existante :

Le titulaire devra réceptionner et valider le support existant et réaliser, si nécessaire, toute préparation ou réparation du subjectile dans les conditions ci-avant énoncées.

Raccords :

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le titulaire pourra se voir confier l'exécution de tous les raccords de peinture afférents aux travaux d'autres corps d'état intervenant sur le chantier.

Mise en œuvre des revêtements muraux :

Préparation des supports muraux

Les supports devront être traités de manière compatible avec la nature du revêtement mural à poser.

Les remises en état éventuelles des surfaces à traiter sont dues par le titulaire.

Il devra prévoir le cas échéant tous les raccords et reprises d'enduit de plâtre éventuels, ainsi que tous les calfeutrements en mauvais état.

Il procédera également à l'enlèvement de tous les objets, tels que punaises, crochets métalliques, etc., fixés sur les murs et gênant les travaux de réfection, compris tous descellements éventuels, bouchements et raccords très soignés.

Pose d'un revêtement type toile de verre

La pose sera exécutée suivant les recommandations du fabricant par encollage. La toile de verre sera classée M1 au feu.

2.4 MAIN D'ŒUVRE POUR OUVRAGES PARTICULIERS

Dans le cas d'ouvrages particuliers, de type manutention, étaieement, etc., l'entreprise sera amenée à chiffrer des prestations de main d'œuvre en horaires normaux ou décalés (nuit, samedi, dimanche). Les trois articles ci-dessous et leurs sous-articles prévoient les différents cas de figure, par heure et par qualification du personnel (maître ouvrier, compagnon professionnel, ouvrier professionnel, ouvrier d'exécution).

2.4.1 Maître ouvrier

En semaine (horaires normaux ou décalés, de 6 h à 20 h)

Le samedi (de 6 h à 20 h)

Le dimanche et jours fériés (de 0 h à 24 h) et nuits du lundi au samedi (de 20 h à 6 h)

2.4.2 Compagnon professionnel

En semaine (horaires normaux ou décalés, de 6 h à 20 h)

Le samedi (de 6 h à 20 h)

Le dimanche et jours fériés (de 0 h à 24 h) et nuits du lundi au samedi (de 20 h à 6 h)

2.4.3 Ouvrier professionnel

En semaine (horaires normaux ou décalés, de 6 h à 20 h)

Le samedi (de 6 h à 20 h)

Le dimanche et jours fériés (de 0 h à 24 h) et nuits du lundi au samedi (de 20 h à 6 h)

2.4.4 Ouvrier d'exécution

En semaine (horaires normaux ou décalés, de 6 h à 20 h)

Le samedi (de 6 h à 20 h)

Le dimanche et jours fériés (de 0 h à 24 h) et nuits du lundi au samedi (de 20 h à 6 h)